



Impact(s) : Le journalisme positif de Baptiste Gapenne et William Buzy

Editions Casa-Express. Paris-Rabat, 187p - février 2017

*Il existe de nombreuses manières de faire du journalisme positif : celui de Pascale d'Herm (**Ils l'on fait, et ça marche !**), celui de Bénédicte Manier (**Un million de révolutions tranquilles**), celui de Michel Godet et ses « **Bonnes Nouvelles des Territoires** », il y a aussi bien sûr, **l'Impact journalism Day** organisé par Sparknews et qui fait diffuser chaque année une centaine d'initiatives inspirantes le même jour dans les journaux de 50 pays impliqués dans cette démarche, etc...*

Ici, nous avons affaire à une approche à la fois modeste, originale et intéressante : pour chacune des 12 initiatives qui nous sont rapportées (dont la plupart nous étaient totalement inconnues), les auteurs procèdent en quatre temps.

*D'abord, cerner **les enjeux**, puis description sous forme de **reportage** d'une initiative exemplaire, ensuite, **analyse** par un spécialiste et personne de référence sur les questions adressées, puis **retour** vers la personne qui est à l'origine de l'action : quels ont été vos principaux obstacles ? Comment peut-on mieux vous aider ?, etc...*

Cette méthode permet de croiser des points de vue et de faire un « tour plus complet » du problème par rapport aux approches habituelles.

Sur les douze initiatives présentées, aucune n'était vraiment connue de nous : nous allons les évoquer succinctement ici, le mieux étant de se reporter directement à l'ouvrage.

1. **Lutter contre, le gaspillage alimentaire** : Exemple d'un supermarché de Copenhague « **We Food** » qui a la particularité de ne vendre que des produits alimentaires récupérés dans les magasins, produits « *périmés, mais encore consommables* » et vendus 30 à 50% moins chers, mais aussi des produits encore valable mais « invendables » pour des causes marginales (forme bizarre, hors des standards visuels). Inauguration en février 2016. Ce projet a été lancé par une banque alimentaire et une ONG religieuse, aidées par une belle opération de crowdfunding (1,6 millions d'euros), et géré par des bénévoles. Les bénéfices vont à des œuvres humanitaires pour des projets dans les camps de réfugiés et pays pauvres.

Analyse du spécialiste : Jean Moreau (Phénix : activité similaire en France) : il reste à travailler la valorisation biologique ou énergétique de ces produits quand ils

sont définitivement irrécupérables. Le modèle de Copenhague, par son ampleur n'a pas d'équivalent en France. Nous avons opté depuis février 2016 pour le principe de rendre désormais obligatoire en France le don des invendus de tout magasin d'une superficie de plus de 400m²

Retour vers le coordinateur du projet We Food : Notre principal problème est le paiement de TVA pour des produits qui devraient en être exonérés ; même en tentant, avec les services des impôts d'alléger ce poste des taxes, cela nous donne un travail administratif trop lourd pour une structure qui fonctionne avec essentiellement des bénévoles...

- 2. Remettre du sens dans le monde de l'entreprise** : Felix de Monts, a lancé une start-up sociale dénommée « **Vendredi** » : l'idée est de *favoriser les échanges entre le monde du travail et le secteur associatif*. Beaucoup de salariés aimeraient pouvoir contribuer aux activités d'associations citoyennes en mettant à disposition un peu de leur temps; et beaucoup d'associations manquent cruellement de personnes à temps partiel, mais compétentes : d'où l'idée de demander aux entreprises, en particulier pour les stages, d'organiser le travail de telle manière que les stagiaires dispose *d'une journée par semaine* pour la mettre au service d'une association : si le transfert est bien conçu, le stagiaire va apprendre en association, bien des choses utiles qu'ils ne sauraient pas apprendre dans des stages classiques....

Analyse du spécialiste (Manelle Guillemain, de Canal+) : cette démarche est très positive pour nos stagiaires, mais elle est difficile à mettre en œuvre et à organiser dans une grande entreprise ; il faut aussi que le stagiaire soit lui-même motivé pour ce type d'initiative. Il faut donc en amont un grand travail de préparation. Les jeunes générations sont de plus en plus ouvertes à ce type d'approche, et les collaborateurs qui s'engagent ainsi sont particulièrement motivés : nous sommes dans l'air du temps, et cela peut insuffler une nouvelle énergie dans les services !

Retour vers Felix de Monts : Il n'est pas simple de convaincre des patrons de laisser 20% de temps libre à des stagiaires pour aider une association ; les politiques devraient nous aider, car *in fine*, c'est intéressant pour eux que le secteur associatif puisse disposer de main d'œuvre qualifiée pour effectuer les tâches nécessaires à leur bon fonctionnement. Surtout que les stagiaires, une fois intégrés dans l'entreprise se révèlent particulièrement motivés pour y travailler.

- 3. Penser une nouvelle école** : le cas du « **Collège sans classe** » de Bordeaux. L'initiative a été prise à Bordeaux, après consultation de tous les enseignants d'une institution privée, de ne plus répartir les élèves par classe, mais *par leurs compétences dans chaque matière*. Si l'un des élèves est de niveau 5^{ème} en français et 3^{ème} en maths,, il passera ses cours dans la classe qui lui correspond, pour chaque matière. A ce système, qui « éclate » les classes traditionnelles, est associé un programme d'objectifs d'apprentissage pour chaque élève. Les résultats obtenus au bout de quelques années ont permis la reconnaissance officielle de cette approche expérimentale par l'Education nationale ; d'autres établissements étant désireux de s'inspirer de cette expérience.

Analyse, par Mme Viaud, Universitaire : cette expérience a, certes, son intérêt, mais elle a aussi ses limites. Une autre expérience dans le même esprit, mais sur la base d'unité de valeurs, a été réalisée dans un collège public, au Mans : c'était une sorte d'enseignement à la carte, sans classes, sans notes. La clé de la réussite dans ce type de réforme c'est de laisser les évolutions venir d'en-bas, et la vraie question à se poser est celle-ci : **quels citoyens voulons-nous pour demain ?** : c'est à partir de cela que l'on peut définir ce que doit être l'école...Au-delà des « programmes », il faut apprendre à développer l'entraide, la coopération, le travail collectif..

Retour vers Bruno Guyer, Principal du Collège : il faut parvenir à obtenir l'adhésion de l'ensemble des professeurs, c'est peut-être le point le plus dur. Une expérimentation du même type est engagée à Nantes.

4. **Récupérer l'eau de pluie à l'échelle d'une ville :** Sous l'impulsion d'un fonctionnaire tenace, la ville de **Tokyo**, depuis 40 ans a mis en place une politique de la ville permettant de récupérer l'essentiel des eaux de pluies de la ville. C'est le système **skywater** . Il a réussi à convaincre la ville, les promoteurs, les constructeurs d'immeubles, de faire construire *avant tout démarrage de chantier d'immeuble*, de grands réservoirs d'eau capables de capter et de filtrer, les eaux de pluie. Les avantages sont multiples : fin de pénuries ponctuelles d'eau, mise à disposition des habitants de grand réservoirs, toujours disponibles, même en cas d'incendie, y compris en cas de pénurie d'eau, etc...

Analyse par Mme Blanca Jimenez-Cisneros, Unesco. Cette initiative est très intéressante : la pluie est une source d'eau majeure pour les grandes villes, mais les problématiques ne sont pas les mêmes d'une ville à l'autre. Ceci est très intéressant pour les villes sujettes à des inondations fréquentes. Le système est cher, mais les dégâts causés par les inondations coûtent très cher également...

Retour auprès de l'initiateur : Mr Makoto Murase : Ce système est en soi très puissant ; bien géré, il n'y rien de mieux pour la santé que l'eau de la pluie. Le problème ici, c'est la lenteur des décisions des responsables. Ils sont nombreux, et très souvent profondément cloisonnés. Là encore, il faut beaucoup de patience... alors que le temps manque !! Il appartient aux responsables des villes de mobiliser les troupes et de les pousser à coopérer entre les différentes structures...

5. **Réinventer en agriculture les circuits courts.** On connaît les amap ; mais dans le même domaine, il y a cette ferme de Mouans –Sartoux un peu particulière. C'est la mairie qui a acheté la ferme en 2011, et a embauché...**un agriculteur municipal** ; sa mission : fournir les collectivités locales (écoles, etc..) en produits bio, de quoi satisfaire 80% des besoins : il reste juste une soudure à accomplir au creux de l'hiver : deux maraîchers produisent pour les trois cantines de la ville. Cela a un certain surcoût : 20 centimes par repas et par enfant. Mais ceci est compensé par une politique de chasse au gaspillage alimentaire.

Analyse par Maxime de Rostolan : excellente initiative ; mais les nouveaux agriculteurs ne sont pas véritablement aidés. Cette transition agricole, si on la veut vraiment, il faut l'encourager ; elle ne peut pas décoller toute seule. Il appartient à

l'Etat d'en faire une grande cause nationale...pour la santé de tous et des agriculteurs !

Retour auprès de l'adjoint au maire en charge du projet, Gilles Pérole : en matière de restauration scolaire, chaque ville est différente, en fonction de la taille des établissements, du type de contrat de la ville avec les restaurateurs, en fonction aussi de l'agriculture environnante, etc.... L'exemple de Mouans-Sartoux reste un modèle inspirant. L'exigence du bio entraîne des surcoûts, mais c'est aussi le prix que l'on peut payer pour garantir une meilleure santé pour tous...

6. **Rendre la culture accessible pour tous, en la rendant mobile**

Créée par un couple de New-yorkais, la **bibliothèque mobile** permet aux enfants de quartiers populaires d'accéder à la lecture et à la culture. C'est l'**Uni Project**, exemple suivi un peu partout dans le monde entier. Il se décline en France avec le **Mumo**, *un centre artistique mobile* (peinture, sculpture, vidéo, design..)

Analyse par Steven Hearn, sociologue : ce type d'initiative est un atout indéniable pour réduire la fracture artistique, et le besoin est partout dans tous les pays. L'accès à la culture, ce n'est pas évident, et il faut aller chercher le public qui n'y a pas accès ; il n'y viendra pas de lui-même !

Retour auprès de Sam Devol (Uni Project) : Le plus gros problème est la levée de fonds pour que ce dispositif se mette en place et dure dans le temps. L'aide des élus est essentiel à ce niveau.

7. **Produire de la lumière « verte »** : l'idée de départ est de tirer parti de la capacité de la nature à créer des cellules « bioluminescentes ». On les voit chez certains poissons...et si la nature peut le faire, pourquoi ne pas l'imiter et parvenir à créer de la lumière par des cellules vivantes ? 90% des organismes marins sont capables ainsi de bioluminescence. Sandra Rey, une spécialiste en design, s'est lancée dans ce défi : remplacer partout où c'est possible l'éclairage électrique par de l'éclairage bio ! (vitrines de magasins, mobiliers urbains, façades d'immeubles, etc...). Elle a fondé **Glowee** à partir d'un crowdfunding (600 000 euros) et s'est rapprochée des grands groupes pour produire de la lumière à partir de bactéries. Reste maintenant à transformer l'essai et à sortir du laboratoire...

Analyse par Mireille Martini (financer la transition énergétique) : il est difficile de juger, car nous sommes encore dans la phase de test. Le premier point à voir est le rapport entre l'énergie consommée par rapport à l'énergie économisée ; car il faut nourrir les bactéries...mais la piste est intéressante à explorer. D'une manière générale, la transition énergétique ne peut s'imaginer que sur le long terme, de façon à gérer la fermeture des usines à charbon, puis des centrales nucléaires dans de bonnes conditions. Cela fait beaucoup de personnel à reconverter, cela prend du temps, et il faut des moyens lourds pour réinvestir dans des énergies alternatives. Ce sera nécessairement à voir sur un temps long.. Les citoyens ont un rôle essentiel à jouer, sans doute en développant par eux-mêmes des solutions énergétiquement responsables pour eux-mêmes, mais surtout en faisant pression sur les politiques pour que des décisions courageuses soient prises dans ce domaine.

Retour vers la fondatrice de Glowee : cette innovation est en rupture totale avec ce qui existe. Nous sommes inclassables ; d'où un problème de réglementation difficile à surmonter, car dans les services, on ne sait pas travailler au cas par cas, à s'adapter et expérimenter quand on a affaire à des processus innovants...

8. Recréer du lien intergénérationnel

Au Brésil, un centre de formation aux langues étrangères a créé un programme visant à mettre en relation des adolescents désireux d'apprendre l'anglais, avec des seniors américains de maisons de retraite. C'est un processus gagnant-gagnant pour toutes les parties : les jeunes apprennent plus vite, les seniors sortent de leur ennui et les échanges entre les générations sont source d'émotions et d'échanges de grande qualité, distants de plusieurs milliers de kilomètres.

Analyse de Dominique Thierry (France Bénévolat) : Nous avons là un bel exemple de solidarité intergénérationnelle. La leçon que l'on peut tirer pour la France, c'est que l'on est beaucoup trop compassionnels : *oh, les pauvres jeunes ! ; oh, les pauvres personnes âgées ! etc.* mais on ne fait rien pour « faire ensemble » . Et il y a pourtant beaucoup à faire pour tirer parti des expériences propres à chaque génération : les jeunes pourraient enseigner l'art de l'usage des moyens modernes de communication ; les « vieux » ont une connaissance historique qui manque aux jeunes. Des initiatives sont prises ici ou là dans ces différents domaines, mais on pourrait faire beaucoup mieux, beaucoup plus largement...

Retour auprès d'Adenilton Ferronha, entrepreneur social à Recife : Ce problème de la fracture intergénérationnelle est perçu partout, notamment en Europe compte tenu à la fois de l'allongement de l'espérance de vie, des questions posées par les mutations sociétales,... et la nécessité d'agir n'échappe à personne... Reste à trouver un moyen de faciliter les rencontres et les interactions entre ces différents mondes.

9. Une ville sans voiture

A Pontevedra, en Espagne, ville de 83 000 habitants en Galice, au sud de Saint Jacques de Compostelle : **la première ville qui « interdit » les voitures**. Bloquée par des bouchons interminables jusqu'en 1990, la ville est désormais rendue aux piétons. La pollution, autrefois équivalente à celle de Paris, a disparu. Elargissement des trottoirs, soutien aux commerces de proximité ; centres commerciaux interdits autour de la ville ; grands parkings en périphérie de la ville. Chauffeurs livreurs autorisés le matin entre 9h et midi, etc... La démarche se construit quartier par quartier. Depuis le lancement de cette opération, 10000 habitants nouveaux sont arrivés dans la ville..

Analyse de Mathieu Flambeau (l'autorefolement et ses limites). Démarche intéressante. On voit bien que ceci doit se faire avec une certaine souplesse en fonction des besoins des gens, etc... Une ville sans voiture, cela n'existe pas, et il ne faut pas diaboliser les voitures ; mais il est certain qu'il faut chercher à limiter les voitures en ville. De ce point de vue, le cas de Pontevedra est intéressant.

Retour auprès de Cesar Mosquera, coordinateur du projet : il faut limiter la circulation dans la ville *au minimum requis pour son bon fonctionnement*. La question n'est pas d'interdire la voiture, mais de développer les moyens dédiés aux piétons, aux cyclistes, et de **leur donner la priorité**. Les bénéfices pour la collectivité sont vite visibles : moins d'accidents, nouveau paysage urbain, etc.. un point délicat à gérer : les nuisances liées aux travaux d'aménagement de la ville nouvelle...Aujourd'hui, personne ne remet en cause les choix qui ont été faits.

10. Créer du lien dans les quartiers : collectif d'étudiants ayant des projets

« solidaires »

A Paris, les étudiants ont lancé le KAPS (colocation à projet solidaire, qui consiste à vivre en colocation dans plusieurs appartements, mais **en développant l'entraide entre soi, et dans le quartier**. Moyennant un loyer modéré, les étudiants s'engagent à un bénévolat social dans le quartier de 5 heures par semaine : une initiative de l'AFEV, association française (Fondation étudiante pour la Ville) visant à recréer en ville du lien social. Les initiatives sont diverses : fêtes de quartier, aide aux personnes âgées pour faire leur course, création d'un « café mobile » dans un quartier où il n'y en a pas, etc...Ces initiatives rencontrent un beau succès et le mouvement se développe vite à Nantes, Toulouse, Grenoble, Lyon, etc...

Analyse de Aurélie Sers, sociologue : Excellente initiative pour développer le « vivre ensemble » dans une perspective de long terme, car il faut souvent des années pour que les lignes bougent réellement. Il faut toutefois assurer un accompagnement auprès des étudiants pour les aider à assurer la continuité et l'approfondissement de la démarche d'une année sur l'autre. Cette initiative serait à relier avec celle de **Voisins malins** qui crée du lien social au sein des quartiers difficiles, et avec les associations environnantes

Retour vers Christophe Paris, président de l'Afev : Le succès de la démarche est indéniable ; mais il faut du temps, car les choses viennent progressivement. La problème est que l'Université et la ville sont deux mondes très cloisonnés : ils ne coopèrent pas sur ce sujet, et pourtant ils ont tout à y gagner...

11. Impliquer les citoyens dans la vie politique grâce au numérique.

C'est une initiative qui a été prise dans une petite ville d'Espagne (Jun, 3700 habitants en Andalousie) : supprimer toute l'administration et utiliser les réseaux sociaux pour dialoguer entre la ville et les citoyens. Emblème de la ville **le petit oiseau bleu de twitter**...car Twitter est devenu l'outil principal de gestion de la ville ! Chaque citoyen peut à tout moment envoyer un twitt pour signaler un problème, une requête, une réclamation. En quelques minutes la question va être adressée à *l'employé de la ville* concerné : ce système permet une réactivité que l'on ne voit nulle part ailleurs. Le système s'est généralisé à tous les aspects de la vie de la ville, de la police qui gère les événements en temps réel, aux commerçants qui annoncent leur promotion du jour et aux sportifs qui diffusent leurs résultats après les matches ! L'initiative est venue d'un conseiller municipal particulièrement « câblé » ; aujourd'hui, il est le maire de la ville. Depuis son arrivée, le conseil municipal est retransmis en direct, les habitants peuvent réagir à distance, et les dépenses administratives de la ville ont diminué de 15% par réduction de la « paperasse ». L'affaire est **suivie par le MIT** qui

a envoyé deux chercheurs étudier le phénomène. Leur sujet : *comment le numérique peut-il aider à la promotion de la démocratie ?*

Analyse par Erwann Gaucher, de France Bleu : On parle de plus en plus de démocratie participative, mais souvent cela n'en a que le nom ; avec le numérique partagé dans la ville, cela devient possible ; mais il faut que les politiques se saisissent du sujet. Cela vient petit à petit, mais c'est lent ! Il faut par ailleurs casser l'organisation pyramidale des collectivités et y impliquer réellement tous les services. Il y a vraiment une demande du civil : cela fait gagner beaucoup de temps et supprime bien des intermédiaires. Ceci dit, toutes les solutions ne sont pas dans le numérique, il faut en même temps de la présence et des relations directes.

Retour vers J.A.Rodriguez Salas, maire de Jun : nous avons mis la technique au service des citoyens, et non l'inverse ; nous avons réduit les délais de réponse et amélioré l'efficacité de tous nos services. Nous avons rencontré beaucoup de résistance au début ; mais quand il y a un leadership clair et une implication personnelle du maire, les citoyens suivent plus facilement. Les grandes villes se lancent dans cette démarche, surtout aux Etats-Unis (Chicago, Boston, San Francisco..). Pour le MIT, après trois ans d'étude de notre projet, leurs travaux ont démontré que **la démocratie horizontale est la forme gouvernementale du futur...**

12. Révolutionner le système carcéral

En Norvège, le système carcéral est pensé pour préparer les détenus à redevenir des citoyens modèles. La privation de liberté est l'unique punition. Pour le reste, il s'agit avant tout de réhabiliter. Une vision résolument sur le futur, qui contraste avec le modèle français ». « Si vous traitez un homme comme un animal, petit à petit, il deviendra animal... »

Sur une île, 115 hommes purgent leur peine ; ils vont et viennent à vélo, ont accès aux cabines téléphoniques, élèvent des animaux, réparent des objets, font des études...contre une petite indemnité d'environ 10€. C'est le concept de « prison ouverte » qui concerne 20 à 30% de la population carcérale. Les règles doivent permettre d'enseigner aux détenus le respect de soi et des autres, de le responsabiliser, de le préparer à la sortie de prison. Résultat : on n'enregistre en Norvège que 20% de récidive, contre 38% en France, et 66% aux Etats-Unis ; par ailleurs, un détenu norvégien coûte 33 000 euros par an à l'état, contre 36.600 euros en France.

Analyse, par Dominique Raimbourg et Stéphane Jacquot, juristes et acteurs politiques. De fait, la France est obsédée par le passé et le présent ; la Norvège sont plus attentifs à l'appréhension de l'avenir, car « le sort de la société compte plus que la contrainte que l'on applique au coupable ». C'est un changement de culture qu'il faudrait engager en France , mais on peine à le faire. L'urgence pour le moment, c'est de réduire la surpopulation carcérale. Autre point fort du système norvégien, c'est la rapidité de la justice. Celle-ci dispose de beaucoup plus de moyens : les français sont-ils prêts à se donner les moyens d'une justice rapide et efficace, capable d'*incarcérer un prévenu dans la journée de sa présentation ?*

Retour auprès de Tom Eberhardt, directeur de la prison : Etre « dur » avec les criminels n'aide pas la société ; la prison facilite les connections entre criminels. Il faut un gros travail de réhabilitation pour pouvoir le réinsérer un jour. Là encore, cela demande des moyens et un personnel formé...

A. Héron, pour ICDD, Décembre 2017